

La grande bifurcation : en finir avec le néolibéralisme, de
Gérard Duménil et Dominique Lévy, Paris, La Découverte, coll.
« L'horizon des possibles », 2014, 199 p.

Martin Beddeleem

Volume 35, Number 2-3, 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1037021ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1037021ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Beddeleem, M. (2016). Review of [*La grande bifurcation : en finir avec le néolibéralisme*, de Gérard Duménil et Dominique Lévy, Paris, La Découverte, coll. « L'horizon des possibles », 2014, 199 p.] *Politique et Sociétés*, 35(2-3), 269–272. <https://doi.org/10.7202/1037021ar>

à l'international, en réduisant le « risque réputationnel » et en réhabilitant l'image de ces firmes auprès des communautés affectées. Cette stratégie permet aux entreprises minières canadiennes de demeurer concurrentielles sur la scène mondiale et constitue un important tournant dans la façon de repenser l'aide canadienne (p. 287).

Tout compte fait, les directeurs et les collaborateurs de *Rethinking Canadian Aid* ont réussi à capturer le *zeitgeist* autour des enjeux liés au domaine de l'aide canadienne. Évidemment, certains chapitres mieux nantis sur le plan empirique auraient pu s'emboîter davantage dans les interprétations théoriques propres à l'analyse de la PEC. Par exemple, la priorisation des Amériques au profit de l'Afrique par le gouvernement Harper depuis 2007 est assez illustratrice de cette recommercialisation de l'APD dans une région riche en ressources minières. Dans cet esprit, Laura Macdonald et Arne Ruckert cherchent à expliquer les différentes logiques d'allocation de l'aide canadienne auprès des trois principaux pays bénéficiaires d'Amérique latine : Pérou, Haïti et Honduras. Si la position canadienne vis-à-vis le Pérou et le Honduras est incontestablement liée à une stratégie basée sur des intérêts commerciaux, leur analyse du cas haïtien demeure plutôt descriptive et les concepts de culture stratégique en PEC (Justin Massie et Stéphane Roussel, p. 144-146) et de sécurisation de l'aide (Stephen Baranyi et Themrise Khan, p. 241-245) auraient probablement bonifié leur interprétation. Qui plus est, la notion de responsabilité sociale des entreprises (RSE), intimement liée à la stratégie canadienne du secteur extractif en Amérique latine et en Afrique, ne suscite pas de nouvelles réflexions chez les chercheurs, hormis les suggestions cosmopolites et normatives proposées par John D. Cameron (p. 55-62). Pourtant, la sécurisation et la recommercialisation de l'aide canadienne ainsi que la promotion de la RSE et même de la santé maternelle et infantile s'avèrent des enjeux inséparables du thème plus englobant des droits humains en PEC, qui aurait dû être soulevé davantage dans l'ouvrage. Effectivement, toutes ces problématiques

font preuve d'une instrumentalisation des droits humains à des fins sécuritaires et même identitaires du Canada au vingt et unième siècle. Néanmoins, *Rethinking Canadian Aid* s'impose non seulement comme une lecture obligatoire pour ceux et celles qui s'intéressent à la transformation du rôle du Canada en matière de développement international, mais également aux débats portant sur les changements propres à l'ère Harper. Considérant aussi le fait que ce livre soit en libre accès sur Internet (www.bit.ly/CdnAidpdf), nous ne pouvons que saluer cette brillante initiative qui en fait un ouvrage véritablement incontournable.

Marc-André Anzueto
candidat au doctorat en science politique,
Université du Québec à Montréal
anzueto.marc_andre@uqam.ca

La grande bifurcation : en finir avec le néolibéralisme, de Gérard Duménil et Dominique Lévy, Paris, La Découverte, coll. « L'horizon des possibles », 2014, 199 p.

Le néolibéralisme ressemble aujourd'hui bien plus à une injure politique qu'à un concept heuristique tant ses censeurs échouent à en définir les contours précis. Cet aspect polémique se retrouve également dans son approche par les travaux universitaires, si bien que le néolibéralisme a réussi le sort paradoxal d'une large dissémination sans laisser de prise évidente à sa théorisation. La faute, certainement, en revient au fait qu'il ne recouvre pas une doctrine distincte, mais un ensemble de processus que le chercheur reconstruit tant bien que mal une fois les dégâts perpétrés. La crise actuelle, loin d'en avoir sapé l'avancée, présente une preuve supplémentaire de son enracinement et permet d'en observer la résilience.

Inspiré de leur tome spécialisé de 2011, *The Crisis of Neoliberalism* (Harvard University Press), cet essai de vulgarisation s'inscrit pleinement dans la déploration actuelle du néolibéralisme. La présente crise offrant l'occasion d'« en finir » avec le néolibéra-

lisme, Gérard Duménil et Dominique Lévy appellent de leurs vœux un réalignement des alliances de classes et l'avènement d'un compromis renouvelé « à gauche ». Héritiers hétérodoxes du marxisme, les auteurs redessinent la division traditionnelle des classes en trois pôles (les propriétaires, les cadres supérieurs ou gestionnaires, les classes populaires), où la classe des gestionnaires agit comme faiseuse de rois, s'alliant tantôt avec les capitalistes, comme c'est le cas aujourd'hui, ou bien avec les classes populaires, à l'instar de la période d'après-guerre. Cette troisième classe est le produit de la révolution managériale du tournant du vingtième siècle qui engendra la séparation de la propriété et de la gestion, ouvrant entre capitalistes et prolétaires une classe intercalaire de gestionnaires qui occupèrent les places prépondérantes au sein des instances aussi bien économiques qu'administratives. Leur progression historique, « structurelle » (p. 48), échoit néanmoins à deux « bifurcations » possibles au-delà de la fin programmée du néolibéralisme : à droite, le néomanagérialisme qui signerait la poursuite de leur alliance avec les capitalistes, à gauche, le recouvrement du gradualisme où poindrait l'effacement final des rapports de classes.

La succession de ces alliances, ou compromis de classes, esquisse une chronologie des « ordres sociaux » d'une durée de 30 à 40 ans, et séparés chacun par une crise majeure. Ces « configurations de pouvoir » (p. 33) manifestent l'articulation des forces sociales à partir du terreau plus profond des transformations infrastructurales du capitalisme. À partir de la crise des années 1970, le néolibéralisme procéda d'une « séduction » des cadres par les capitalistes, moyennant une augmentation substantielle de leur revenu, qui se superposa à la prépondérance retrouvée de la finance sur les autres types de capitaux. Typique du développement anglo-saxon, les cadres financiers occupent désormais une position stratégique de cheville ouvrière à l'interface propriété-gestion, malgré la résistance de certaines spécificités nationales. Les auteurs évitent soigneusement la conception déficiente d'un avènement du néolibéralisme

au profit d'un retrait des États nationaux ; au contraire, écrivent-ils, ceux-ci « furent les instigateurs des réformes et politiques néolibérales aux plans national et international, et continuèrent à imposer les directions du changement » (p. 40).

Au sein de ce cadre matérialiste, l'ouvrage se propose de résumer l'évolution de l'économie politique internationale de la seconde moitié du dernier siècle. Il jette la lumière sur les causes structurelles du passage de l'État providence au néolibéralisme, défini en négatif par rapport au compromis de l'après-guerre qui régula la mobilité financière, centra les banques sur l'investissement industriel et offrait une participation accrue des salariés au gouvernement de l'entreprise. Le rétablissement progressif de la finance et les « logiques » de la mondialisation-financiarisation ont eu raison de l'orientation keynésienne des économies développées, où les chefs d'entreprise n'ont pas « résisté » aux « sirènes » néolibérales (p. 75). Chiffres à l'appui, les auteurs font bien de rappeler que la consolidation du néolibéralisme a été tributaire des crises de la dette des pays périphériques. Les élections de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan figurent ici comme autant d'épiphénomènes politiques des lames de fond structurelles qui traversent l'économie-monde. La croissance économique retrouvée des pays du centre, notamment celle des hauts revenus, était nourrie par l'endettement croissant des ménages et du commerce extérieur. Le « néolibéralisme sous hégémonie américaine » s'alimentait de banqueroutes et de crises ; chroniquement instable, la crise de 2008 ne représente que l'apothéose de sa déconfiture.

La deuxième partie de l'ouvrage offre un large panorama des différents accommodements nationaux devant le loup néolibéral, en se focalisant sur la construction européenne et les stratégies divergentes des vieux centres économiques. Leur érosion n'a pas pris les mêmes formes avec les mêmes effets, ce qu'exhibe la reconstruction minutieuse de l'évolution des configurations économiques de chaque pays. Si l'Angleterre représente le cheval de Troie du néolibéra-

lisme, les auteurs contrastent avantageusement l'Allemagne avec la France, où la première a su conserver un pôle industriel fort sans que son actionnariat ne dépende excessivement des flux financiers internationaux. À l'inverse, la financiarisation à la française est descendue en flammes, accusée d'avoir mené à la désertion de son héritage industriel, à la dépendance de son capital vis-à-vis des fonds étrangers, et aux investissements financiers tous azimuts de ses banques. Ainsi, « l'Allemagne a su largement se préserver de la configuration propre au néolibéralisme anglo-saxon, alors que la France a joué la carte de l'entrée dans le grand jeu en privilégiant le secteur financier » (p. 135).

Si le lecteur trouvera là un traité documenté et concis de l'histoire économique d'après-guerre, il aura beaucoup de peine à distinguer les causes de ces transformations, leurs points d'appui souterrains, tant ces basculements apparaissent comme le résultat inévitable de transformations exogènes (la révolution managériale, la mondialisation, le monde multipolaire, etc.). L'acquiescement au nouvel ordre néolibéral s'opère sans que ne soit formulée la trame du changement cognitif et scientifique sur laquelle s'appuie ce discours. À trop prendre les classes comme des blocs uniformes, on en oublie les vecteurs de recomposition interne, qui ne sont pas seulement économiques, mais aussi symboliques et culturels. Et c'est bien ce mode de production interne des relations sociales qui a constitué le cheval de bataille, ultimement victorieux, du néolibéralisme.

Le versant programmatique de l'ouvrage occupe la dernière section où les deux chemins proposés bifurquent, l'un vers le néomanagérialisme (ou néolibéralisme administré) où l'État est forcé d'intervenir toujours davantage pour garantir la marge déclinante de profits (austérité budgétaire, déréglementation, flexibilisation, extraction des ressources naturelles, etc.), l'autre vers un compromis à gauche renouvelé, à même de dénouer l'étau du néolibéralisme. Dans ce projet de « renverser l'hégémonie de la finance » (p. 178) – autonomiser la

gestion face à la propriété dans l'entreprise et sortir du capitalisme financiarisé au niveau international –, l'Europe « a vocation à l'exemple » (p. 184) en redonnant une large autonomie aux gouvernements nationaux. Les auteurs soulignent ainsi la nécessité d'une orientation politique qui ne rejeterait ni le progrès technique, ni la mondialisation, ni le projet européen, mais promouvrait une reterritorialisation de la production et une transition écologique et sociale vers, ultimement, un dépassement des hiérarchies.

Malgré l'ambition didactique des auteurs, l'ouvrage échoue à clarifier l'ambiguïté persistante quant à la signification du néolibéralisme. D'un côté, il est perçu comme une période historique, le cycle d'un « ordre social » dont la crise de 2008 marque l'achèvement. De l'autre, il dénote un ensemble de pratiques qui varient selon les pays et qui sont susceptibles d'extension et de révision selon la valence des facteurs structurels. En outre, le modèle d'explication dialectique proposé dans la première partie s'efface progressivement en faveur d'une analyse macroéconomique, comme si, finalement, les alliances de classes ne formaient qu'un résidu incident des grands réalignements économiques de la seconde moitié du vingtième siècle. Le néolibéralisme se confond ici ultimement avec le capitalisme avancé, ne laissant aucune prise au lecteur sur la complexité de son déploiement idéologique et la portée des transformations épistémiques dont il est le vecteur. Il ne fait sens que comme logique perverse de prédation, ce qui diminue d'autant l'intelligibilité d'un phénomène dont l'anthropologie politique est bien plus fine que ses observateurs vulgaires l'entendent. Ces « brèches » et « occasions », le néolibéralisme a su les provoquer et les modeler pour que son discours puisse être entendu, reçu, adopté. Il n'était point tapi dans l'ombre, mais travaillait activement, par ses *think tanks*, ses réseaux universitaires et ses relais médiatiques, à proposer une alternative à l'ordre social-démocrate dominant. Jamais nous n'entendons que la crise des années 1970 confirma certains diagnostics néolibéraux, contribuant de ce fait à en renforcer

le prestige intellectuel. Privé des perspectives de l'historiographie récente, l'ouvrage participe ainsi de la présente confusion de la gauche universitaire française dont les solutions divergentes (le commun, le solidarisme, la démocratie radicale, et maintenant le gradualisme) illustrent chacune leur compréhension partielle du néolibéralisme sans que ne soient considérés ses effets épistémologiques sur la production de la connaissance et sa circulation, là même où il a construit son empire. Dans ce cas-ci, la culture et l'idéologie deviennent des sous-produits accessoires de l'histoire économique et politique, accompagnant ces mouvements sans les susciter, ni les dynamiser. Nous nous retrouvons donc encore une fois devant un diagnostic juste, mais dont la portée programmatique se fonde sur des prémisses viciées. Que le néolibéralisme puisse survivre au capitalisme avancé en serait la meilleure preuve.

Martin Beddeleem

Centre canadien d'études allemandes
et européennes, Université de Montréal
martin.beddeleem@umontreal.ca

The Politics of Possibility: Risk and Security Beyond Probability, de Louise Amoore, Durham et Londres, Duke University Press, 2013, 220 p.

L'ouvrage de Louise Amoore s'inscrit dans le champ des études critiques de sécurité au sein de la sous-discipline des relations internationales. L'auteure se penche sur la gestion du risque et sur les décisions politiques associées. À travers cet ouvrage, particulièrement riche empiriquement, elle questionne la méthodologie et l'épistémologie associées à la représentation et à l'analyse du risque au sein de notre société.

Selon Amoore, il est possible de constater, depuis les événements du 11 septembre 2001, que l'on accorde de plus en plus d'importance aux risques dits « à faible probabilité et à fort impact » (p. 11). L'accent est mis sur la capacité des analystes et des gestionnaires du risque à imaginer le scénario catastrophe et à empêcher sa survenance.

Le calcul du risque est dès lors changé. Il ne s'agit plus d'observer et d'agrèger des données pour établir des tendances lourdes par la connaissance du passé. Pour l'auteure, ce nouveau calcul du risque est basé sur la mise en relation de données parcellaires unifiées par des intuitions, déguisées sous une « grammaire mathématique » et portées notamment par les algorithmes. Ces derniers n'effacent pas pour autant la subjectivité initiale des présupposés de l'analyste, ni le caractère spéculatif de cette nouvelle manière d'analyser le risque pour faciliter la prise de décisions dans un contexte d'incertitude. Les analystes et les gestionnaires du risque, dans les sphères privée et publique, vont ainsi recourir à l'établissement et à la projection de scénarios, mêlant à la fois des éléments intuitifs et d'autres probabilistes.

Un des postulats au cœur de l'ouvrage, et partagé par l'ensemble des études critiques de sécurité se penchant sur le risque en général, est que l'ère actuelle n'est pas caractérisée en soi par davantage d'incertitudes ou par l'observation et l'émergence de risques nouveaux (p. 8). Le véritable changement de la période actuelle serait dans nos représentations collectives. La société se pense elle-même en termes de risques et de gestion des risques. Cette préoccupation d'anticiper les risques entraîne le basculement d'une logique de prévention à une logique *préemptive* (p. 9). Les scénarios possibles sont tous explorés. Il s'agit d'une nouvelle forme de corrélation qui se n'inscrit plus dans l'usage traditionnel des statistiques et des probabilités. Penser le risque conduit ainsi à réifier le virtuel, à donner corps à des scénarios issus d'imaginaires. Les technologies du risque ont alors une relation ambiguë avec le futur. Elles sont une promesse de faire des incertitudes et des inconnus qui accompagnent le futur des éléments connus et calculables.

La première partie de l'ouvrage, qui correspond aux chapitres 1 et 2, se penche justement sur les politiques du possible et sur les « techniques » pour penser le risque; les outils pour analyser le risque y sont explorés. L'incapacité à empêcher les attentats du 11 septembre 2001 aurait incité à dévelop-